

Présentation « Dossier spécial »

Coopération internationale et développement territorial : enjeux et défis des régions

Dans le champ de la coopération internationale, les régions se positionnent aujourd'hui de plus en plus comme des lieux d'éclosion d'initiatives et d'interventions portées par une diversité d'acteurs de la société civile notamment. Ainsi, les organismes régionaux cherchent à s'affirmer comme des acteurs de coopération internationale dans un contexte de fortes mutations imputables aux changements de politiques des gouvernements et au resserrement des budgets alloués à l'aide publique au développement. Dans ce contexte de redéfinition des politiques et des positionnements stratégiques des gouvernements, une des pistes à explorer par les organisations régionales de coopération est de poser les jalons d'une collaboration soutenue entre elles à travers une mise en commun des ressources, des expériences et des expertises. La situation de crise que traversent beaucoup d'organismes régionaux de coopération internationale devrait amener ces derniers à redéfinir leurs actions et à innover dans leurs stratégies de mobilisation des ressources. Ceci est d'autant plus nécessaire que les régions où ils sont établis font elles-mêmes face à des mutations socioéconomiques et politiques de grande ampleur.

Les transformations profondes des communautés régionales sont causées en grande partie par l'internationalisation croissante de la production et la commercialisation des biens et des services. L'ouverture des marchés a entraîné la fin des territoires exclusifs. La globalisation des dynamiques économiques dans un espace mondial transcendant les frontières nationales et remettant en cause les territoires locaux est à l'origine de l'accroissement des interdépendances entre les sociétés. Ce phénomène est de nature à amener beaucoup de régions à redéfinir leurs initiatives. La coopération internationale est présentée comme une alternative. Cette dernière est par définition l'ensemble des actions de coopération menées dans un but d'intérêt commun par un ou plusieurs acteurs internationaux dans le cadre de leurs compétences mutuelles. Elle devient incontournable pour favoriser le positionnement des organisations régionales fortement dépendantes des financements publics. Les organisations régionales de coopération internationale se trouvent dans une phase décisive de leur évolution. C'est pour faire le point sur l'ensemble des enjeux et des défis posés par les transformations touchant le champ de la coopération internationale que ce dossier spécial a été initié.

Il prolonge une recherche menée à l'UQAC par le Laboratoire d'études et de recherches appliquées sur l'Afrique qui a débouché sur la production d'un premier répertoire des organisations de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui interviennent en Afrique; et, l'organisation de deux colloques tenus à l'Université du Québec à Chicoutimi en mai 2018 dans le cadre du Congrès de l'ACFAS. Un des résultats de la recherche a montré que les organisations de coopération internationale établies en région sont aujourd'hui actives dans plusieurs régions du monde.

Six articles constituent les contributions de ce dossier. Ils ont pour fil conducteur le portrait détaillé et à jour d'initiatives régionales de coopération internationale afin de démontrer leur importance pour le développement territorial.

À partir d'un regard croisé entre la France et le Canada, Chantal Dali, Marie Fall et Gérard Jean-Jacques font une analyse approfondie de l'action internationale des collectivités territoriales en montrant comment celle-ci est déterminée, entre autres, par la nature des législations nationales, les configurations institutionnelles et le degré de décentralisation des pouvoirs et des ressources. En France, la décentralisation est présentée comme un pilier fondamental dans la mise en œuvre des politiques de développement tout en favorisant la participation des populations aux différents choix stratégiques de coopération et de solidarité internationales. Alors qu'au Canada, les différents paliers de gouvernement jouissent de prérogatives qui leur permettent d'augmenter leur autonomie et leurs pouvoirs dans des partenariats internationaux. L'article conclut que, que l'on soit au Canada ou en France, les pratiques de coopération internationale des collectivités territoriales priorisent de plus en plus d'initiatives se rapportant à l'appui institutionnel, au transfert de savoir-faire, aux échanges d'expérience et au renforcement des capacités des acteurs du développement local.

Abdoul Echraf Ouedraogo, quant à lui, tente de montrer comment la jeunesse francophone et l'Afrique peuvent être envisagées comme des pistes de solution au défi démographique et économique auxquelles sont confrontées les régions ressources du Québec. Dans l'immédiat, les besoins en service de l'Afrique francophone et ses ressources humaines et démographiques pourraient, selon l'auteur, aider les régions du Québec à répondre aux trois défis que sont l'attraction des jeunes et des nouvelles populations en région, le déficit de clientèles dans les établissements d'enseignement et de formation en région et les besoins de marché et de main-d'œuvre dans les PME régionales.

L'article de Mathilde Gouin-Bonenfant montre les fondements et les apports de l'approche interculturelle dans l'étude de la relation entre les bénévoles et les communautés hôtes en matière de bénévolat international. Inspirée de la philosophie herméneutique de Hans-Georg Gadamer, l'auteure propose un cadre théorique interculturel afin de dépasser l'opposition traditionnelle entre ceux qui soutiennent que le bénévolat international est positif et favorise le rapprochement interculturel et ceux qui, au contraire, croient que ce bénévolat reproduit tout au plus des rapports de pouvoir postcoloniaux. Son cadre théorique est illustré par une intéressante étude de cas sur la relation entre stagiaires et leurs familles d'accueil dans les stages Québec Sans Frontières au Sénégal.

Yéo Tenan, Kouakou Kouamé et Chantal Dali proposent une analyse de l'impact du discours prononcé lors des cérémonies de signature et de renouvellement des protocoles d'accord de jumelage entre la ville de Bouaké, située au centre de la Côte d'Ivoire et de ses villes jumelles. Les auteurs cherchent à dégager l'impact réel de ces discours sur le développement économique et social de Bouaké et plus particulièrement sur sa reconstruction post-conflit.

À partir d'une recherche menée sur les régions françaises, Christophe Mestre présente les mutations dans l'action internationale de ces régions et plus particulièrement des politiques régionales d'internationalisation qui désormais passent de la solidarité internationale vers un intérêt plus pro-domo (pour sa

maison). Ces politiques donnent désormais la priorité à l'attractivité, au rayonnement et au développement économique, au changement de géographie d'intervention vers les pays émergents et même à l'arrêt de relations avec des collectivités territoriales des pays en voie de développement. La contribution de Mestre met entre autres en évidence comment les régions françaises s'adaptent aux nouveaux défis induits par la raréfaction des ressources budgétaires auxquelles elles pouvaient accéder avant pour financer leurs interventions en matière de coopération internationale.

Finalement, Constant Soko fait une analyse approfondie de l'économie minière de l'orpaillage artisanal dans les sociétés post-conflit à travers les jeux des acteurs et les enjeux de développement et de coopération internationale en Côte d'Ivoire. Plus précisément, il démontre que cette économie, bien qu'apportant des revenus conséquents au mineurs et aux populations locales, ne peut à elle seule suffire au développement local. L'État et les multinationales d'extraction minière en partenariat avec les orpailleurs artisanaux auraient un rôle important à jouer pour contribuer à améliorer la prospérité collective du pays, la santé et la sécurité des travailleurs et réduire les conséquences environnementales liées à ce type d'entreprise.

En terminant, je remercie chaleureusement mes collègues Mamadou Dimé de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, Camil Girard, Salmata Ouedraogo, Jeanne Simard, Khadiyatoulah Fall et Suzanne Tremblay de l'Université du Québec à Chicoutimi qui ont formé le Comité de lecture et de révision de ce dossier spécial.

Marie Fall, professeure, UQAC